

Ça va mieux, soulagement, l'austérité sera heureuse...

François Fillon a présenté son plan d'austérité fondé sur des économies de 11 Md€ en 2012 (un petit milliard en 2011). Austérité menée au nom de l'équité, a-t-il dit. Il est vrai que notre époque moderne a supprimé la synonymie entre équité et justice et entre équité et égalité. Donc la contribution exceptionnelle (on comprend très temporaire) des hauts revenus sera de 200 M€, pas de quoi inquiéter les riches qui ont bénéficié de 2,3 milliards lors de la réforme récente de l'ISF, même si les prélèvements sociaux sur le capital passent de 12,5 à 13,5 %. Décider d'une contribution exceptionnelle de 3 % sur les revenus supérieurs à 500 000 € (environ 40 fois le SMIC) permet d'éviter de parler d'une éventuelle tranche supérieure de l'impôt sur le revenu avec un taux marginal élevé, et a fortiori de parler de véritable réforme fiscale.

C'est dommage que le ridicule ne soit pas lourdement taxé après le revirement sur les exonérations de cotisations sociales des heures supplémentaires, ça aurait rapporté gros. Le ridicule et l'ignorance. En effet, Fillon a déclaré que nous étions dans une crise de l'endettement. Ah bon, et d'où vient-elle ?

Est-ce que le gouvernement lit les rapports qui lui sont destinés et qu'il a commandés ?

« En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB. », selon le « Rapport sur la situation des finances publiques », d'avril 2010.

« Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 Md€ (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. », lit-on dans le « Rapport Carrez » de juin 2010.

« La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires. », assène le Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques en juin 2011.

Heureusement les princes qui nous gouvernent ont les idéologues qui sont ce qu'étaient jadis les bouffons aux rois. Alain Minc nous avait déjà gratifiés en 1996 d'une « mondialisation heureuse ». On sait ce qu'il en fut : la plus grave crise de l'histoire. Récemment, il se faisait l'avocat de l'austérité la plus vertueuse, entendez la plus sévère. Et il ne lésine pas sur les formules. « Un nouveau paradigme : les Français plus préoccupés par la dette que par l'emploi. Un triptyque salvateur : vertu budgétaire, confiance, croissance. Une grande mesure : augmenter de deux points la TVA dans les 27 pays de l'UE. Comme elle est impossible, à la place : réduire les dépenses de santé et celles des collectivités locales. Ainsi, les Français pourront conserver la note AAA, trésor national, à condition toutefois de voter la règle d'or qui est une ceinture de chasteté. »

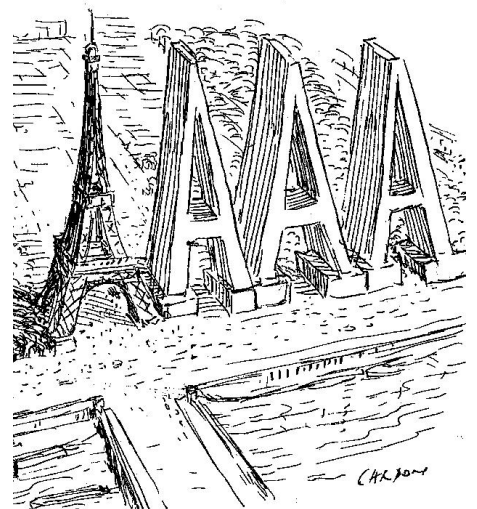
Ne rions pas, tout ce qui précède est authentique. Bien qu'on n'ait aucun exemple historique où l'austérité ait dynamisé l'économie, Alain Minc propose la chasteté pour les peuples. Afin que les nantis puissent s'adonner à la luxure ? On n'ose y penser car ça n'existe pas. S'il faut demander un effort aux riches, il ne peut être évidemment qu'exceptionnel,

et s'il n'y a aucun souci d'emploi dans la société bien que le chômage ait encore augmenté, à quoi bon répartir autrement les richesses. Surtout que Minc ne dit rien de l'origine principale de la dette : les cadeaux fiscaux.

« L'Italie, l'Espagne ne feront jamais défaut. » Pourquoi ? Parce qu'en cas de défaut, l'Allemagne sauterait et le monde s'effondrerait. Et « les Etats-Unis sont au-dessus de toute note. » Autrement dit : il n'y a pas de crise et il n'y aura pas de crise car, sinon, ce serait la crise.

Minc-Ubu roi ! Quand le capitalisme ne trouve plus de pensée pour lui redonner un semblant de légitimité, il ne reste que des bouffonneries.

LE TRIPLE A EST UN TRÉSOR NATIONAL (Alain Minc)



« Taxez-nous » ...
implorait les riches,
« pas question »
répondirent Sarkozy et Fillon !

Tels les bourgeois de Calais se sacrifiant pour épargner les pauvres malheureux de la ville, seize patrons et fortunés, ployant sous le poids de leur richesse, s'étaient fendus d'un appel déchirant au gouvernement ... « Taxez-nous ! » Dans leur grande mansuétude, Sarkozy et Fillon ont décidé avec leur plan d'austérité de 11 milliards de leur laisser les bourses pleines pour dévaliser la tirelire de tous les Français.

SARKO TAXE UN PEU LES RICHES



Les principales mesures fiscales annoncées

- Taxe exceptionnelle sur les **hauts revenus** : 200 M€. Taxe de 3% sur la part du **revenu fiscal de référence excédant 500 000 €**.
- Taxation des **revenus du capital** : 1,3 Md€.
- Hausse de 1,2% des **prélèvements sociaux** qui passent de 12,3% à 13,5% sur les intérêts, les dividendes, les plus-values.
- Fin de l'abattement pour durée de détention sur les **plus-values immobilières hors résidence principale** : 2,2 Md€. Cet abattement annuel était de 10% sur la plus-value réalisée, à compter de la 5^e année de détention. Mais la mesure est atténuée par une majoration du prix d'achat initial en fonction de l'inflation.
- Modification du calcul de l'**impôt sur les sociétés** : 1,5 Md€.
- Limitation des possibilités de **report de déficits**.
- Intégration des exonérations des **heures supplémentaires** dans le calcul des allègements de cotisations sociales sur les bas salaires : 600 M€.
- Modification d'**assiette de la CSG**, suppression de dérogations : 800 M€.
- Hausse de taxes portant sur la **consommation des ménages** : 2,25 Md€
- Prix du **tabac**, hausse de taxes sur les **alcools**, création d'une taxe sur les **boissons sucrées**, hausse de la taxe sur les **complémentaires santé**, hausse de la TVA sur les **billets d'entrée des parcs d'attractions**.



LES 10 EXIGENCES DE LA CGT POUR LA RENTRÉE

1. Conditionner toute aide publique au respect de critères portant sur l'emploi, les politiques salariales des entreprises et donner des moyens d'intervention aux salariés sur le bien-fondé et l'usage de ces aides.
2. Supprimer les exonérations sociales et fiscales sur les heures supplémentaires.
3. Agir sur les salaires dans le privé et dans le public ; ouverture immédiate des NAO par anticipation au titre de 2012 ; SMIC à 1 700 € brut.
4. Développer les politiques publiques, et notamment donner les moyens indispensables aux politiques d'éducation, de santé de recherche.
5. Stopper les suppressions d'emplois, voire créer de nouveaux postes dans la fonction publiques et les services publics.
6. Contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives aux licenciements en élargissant le pouvoir d'intervention des salariés ; majoration des cotisations sociales sur les emplois précaires ; élargissement de l'assiette des cotisations et contributions sociales aux primes, stock-options et à l'intéressement.
7. Réformer la fiscalité en profondeur : améliorer la progressivité de l'impôt sur le revenu et création de tranches pour les hauts revenus ; augmenter l'ISF ; supprimer les niches fiscales inutiles ; taxer et/ou soumettre à cotisations tous les revenus sans distinction ; alléger le poids des impôts indirects telle la TVA.
8. Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour favoriser l'investissement productif.
9. Au plan européen et international, taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
10. Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique.